

Réunion conjointe des Conseils d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, du Programme alimentaire mondial et de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

2 juin 2023

NOTE D'INFORMATION

Des solutions communes en matière de développement et des financements de qualité sont impératifs pour faire face aux crises multiples

1. Introduction

Les efforts entrepris par de nombreux pays, communautés et foyers pour se relever des revers occasionnés par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sont menacés par des défis mondiaux aux enjeux croissants, à savoir : la crise alimentaire mondiale, les catastrophes liées au climat, la crise de la dette et celle de l'énergie, les chocs économiques, ainsi que les conflits et déplacements forcés, toujours plus nombreux. La conjonction de ces crises affecte encore et toujours les personnes vulnérables de manière disproportionnée, en particulier les femmes et les enfants. Elles ont entraîné une hausse de la pauvreté et des inégalités, tout en compromettant les avancées obtenues au fil des générations en matière de droits socioéconomiques des individus et d'égalité des genres. Concrètement, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté pour la première fois depuis plusieurs décennies. En 2021, 100 millions d'enfants supplémentaires sont tombés dans la pauvreté¹ ; en 2022, environ 388 millions de femmes et de filles, et 372 millions d'hommes et d'enfants vivaient dans l'extrême pauvreté². Par ailleurs, le déficit de financement des objectifs de développement durable (ODD) se creuse. On constate un manque d'harmonisation des principales priorités en matière de climat, de développement et d'action humanitaire, comme le renforcement de la préparation et de la réactivité opérationnelle des systèmes face aux situations d'urgence.

Il est donc d'autant plus urgent que les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les partenaires internationaux du développement collaborent pour neutraliser les répercussions à court terme de ces crises, et œuvrent en faveur d'une croissance et d'un relèvement inclusifs, durables et résilients. À l'heure où les gouvernements nationaux dirigent les efforts vers la réalisation des ODD, le système des Nations Unies se doit d'aider l'ensemble des pays à atteindre leurs cibles, et de faire valoir l'impact positif de solutions de développement mises en œuvre à grande échelle. Dans ce cadre, il convient de garantir, à l'échelle de l'ensemble de la société, une approche de financement fondée sur les droits. Une telle approche doit être axée sur le principe consistant à *ne laisser personne de côté*, sur l'égalité des genres et sur le droit à des services sociaux équitables, en particulier les

¹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Évitons une décennie perdue : Mesures à prendre de toute urgence pour inverser les effets dévastateurs de la COVID-19 sur les enfants et les jeunes*. New York, 2021.

² Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Pardee Center for International Futures, « Poverty deepens for women and girls, according to latest projections ». 1^{er} février 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unwomen.org/features/poverty-deepens-women-and-girls-according-latest-projections> (page consultée le 2 mai 2023).



services liés à l'éducation, à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, à la protection, à la santé, et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive.

Le Secrétaire général des Nations Unies a récemment exhorté la communauté internationale à mettre au point un ensemble de mesures porteuses de changement pour relancer les ODD. Les objectifs sont multiples : faire face au coût élevé de la dette et aux risques grandissants de surendettement ; étendre les financements d'urgence aux pays qui en ont besoin ; et augmenter les financements abordables de long terme d'au moins 500 milliards de dollars par an en faveur des pays en développement. Ces mesures devraient entraîner des investissements dans les énergies renouvelables, favoriser la protection sociale et la couverture sanitaire universelles, promouvoir l'éducation de qualité, permettre la création d'emplois décents, et appuyer les systèmes alimentaires durables, les infrastructures et la transformation numérique. Elles seront complétées par des stratégies et des programmes portant sur les besoins spécifiques et les droits de tous les groupes vulnérables touchés par des crises, notamment les femmes et les enfants. Rappelons à ce sujet qu'il a été prouvé que la promotion de l'autonomisation et du leadership des femmes améliorerait non seulement les résultats humanitaires et de développement les concernant, mais aussi ceux qui touchent leurs enfants et les autres personnes à leur charge, ainsi que leurs communautés au sens large.

2. Principales pistes d'interventions

- **Protection et augmentation des dépenses sociales, en particulier pour renforcer l'éducation, l'égalité des genres, la santé, la nutrition et la protection.** Investir de manière précoce en faveur du bien-être des enfants et du capital humain entraîne des bénéfices sur le développement économique global qui ne sont plus à démontrer. Par exemple, d'un point de vue économique, chaque dollar investi pour éliminer les décès maternels évitables et satisfaire tous les besoins en matière de planification familiale d'ici à 2030 pourrait générer jusqu'à 8,40 dollars d'ici à 2050³. Des données probantes montrent de la même façon que chaque dollar investi dans le secteur des soins⁴ a le potentiel de générer deux à trois fois plus d'emplois que s'il avait été investi dans d'autres secteurs, comme les infrastructures et la construction⁵. Malgré cela, le financement des secteurs sociaux demeure insuffisant ; en cas de crise, il s'agit même souvent du premier à être amputé. Les priorités fondamentales que sont le développement de la petite enfance, la nutrition, la santé et les droits en matière de santé sexuelle et reproductive sont toujours en concurrence pour se partager des ressources limitées.

Les finances publiques sont indispensables à la finance inclusive et durable, et demeurent la principale source de financement des ODD, en particulier dans les secteurs sociaux. Il est par ailleurs crucial qu'un soutien conjoint et coordonné soit fourni aux autorités publiques nationales et infranationales, afin de garantir l'impact et la portée des programmes nationaux mis en œuvre. Dans ce contexte, le système des Nations Unies et ses partenaires du développement doivent s'attacher en premier lieu à améliorer et protéger les investissements clés dans les secteurs sociaux, surtout en cas de conjoncture économique difficile. Il est important d'accorder la priorité aux financements de ces secteurs, de les spécialiser et de les augmenter. De même, il nous faut mieux aligner les financements de l'action climatique, des activités humanitaires et du développement, et nous employer à attirer des capitaux privés pour appuyer l'innovation et combler les principales lacunes.

³ Fonds des Nations Unies pour la population, *Investing in three transformative results: Realizing powerful returns*. New York, 2022.

⁴ À savoir les services de santé publique, des soins au long cours, des soins et de l'éducation de la petite enfance, ainsi que de l'éducation primaire et secondaire.

⁵ ONU-Femmes et Organisation internationale du Travail (OIT), « Guide des investissements publics dans l'économie des soins à autrui : Outil de soutien politique pour estimer les déficits, les coûts d'investissement et les retombées économiques liés au secteur de soins à autrui ». Mars 2021.



Le système des Nations Unies et les partenaires du développement doivent également soutenir les efforts des pouvoirs publics dans l'amélioration de la qualité des dépenses, en veillant notamment à mieux faire valoir l'équité, la transparence, la crédibilité et la concrétisation rapide de résultats tangibles, conformes aux objectifs. Les gains d'efficacité des marchés publics sont tout aussi cruciaux, étant donné que ce type de marchés représente entre 15 et 22 % du produit intérieur brut de nombreux pays en développement⁶. Une approche durable des achats ne peut se limiter à la nature des produits ; les modalités d'achat et les sources doivent également être prises en compte.

Il est crucial de trouver de nouvelles sources de financement si l'on souhaite innover à plus grande échelle et combler les principales lacunes. Cela implique notamment d'augmenter l'aide publique au développement (APD), de transformer l'architecture actuelle de la dette et de définir des modalités efficaces de financements mixtes et privés. Il convient enfin de renforcer la participation effective des organisations de la société civile et des communautés, y compris les enfants, les femmes, les filles et les adolescents, pour définir les priorités et prendre les décisions relatives au financement des ODD, notamment dans les secteurs sociaux.

La communauté internationale et le secteur privé peuvent soutenir ces efforts en collaborant avec les gouvernements pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des inégalités et promouvoir une croissance économique durable. Les entités des Nations Unies disposent de méthodes et d'outils qui peuvent aider les autorités publiques à aligner leurs budgets sur les objectifs établis en matière d'action climatique et d'inclusion sociale. De même, les secteurs privé et financier bénéficient d'un appui considérable pour aligner leurs activités opérationnelles sur les ODD, notamment à travers l'adoption des Principes d'autonomisation des femmes. Mettre à profit des investissements privés respectant les normes juridiques et les réglementations peut en outre s'avérer crucial pour stimuler l'innovation et faciliter les transitions justes vers des économies durables et plus sobres en carbone. Le secteur privé peut contribuer à pallier les inégalités de genre et de revenu en adoptant des pratiques professionnelles équitables et en garantissant l'égalité salariale. Il peut également aider à faire face aux inégalités environnementales grâce à des investissements en faveur de la décarbonation et, par le développement des énergies renouvelables, de l'accès élargi à l'énergie.

- **Élan de mobilisation en faveur de la protection sociale et rôle de cette dernière au regard des ODD.** Depuis quelques années, l'importance du droit à la protection sociale⁷ figure au premier plan de la collaboration interinstitutions, car : i) ce droit contribue à répondre aux crises mondiales successives, à consolider la résilience et à lutter contre la pauvreté et les inégalités ; ii) il peut favoriser la réalisation plus rapide de plusieurs ODD ; et iii) il facilite le leadership et la capacité des pouvoirs publics à atteindre ces objectifs. Le fait de généraliser la protection sociale inclusive est en outre indispensable au renforcement d'autres systèmes sociaux essentiels. Par exemple, des systèmes de protection sociale bien conçus offrent la possibilité de combler les disparités fondées sur le genre que l'on observe en matière de pauvreté, mais aussi d'améliorer la sécurité de revenu des femmes et de lutter contre la violence à leur égard⁸. Plus de 1,7 milliard d'enfants, autrement dit trois enfants sur quatre dans le monde, n'ont toujours pas accès à la protection sociale, ceci malgré l'existence de données probantes montrant l'impact immédiat et notable

⁶ Banque mondiale, « Procurement for Development ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.worldbank.org/en/topic/procurement-for-development#:~:text=Public%20procurement%20is%20a%20fundamental,15%2D22%20percent%20of%20GDP> (page consultée le 10 mai 2023).

⁷ Cible 1.3 des ODD. Disponible à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/> ; et [Convention relative aux droits de l'enfant](#) .

⁸ <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/2/making-social-protection-gender-responsive>.



d'une telle protection sur la situation des enfants⁹. Les systèmes de protection sociale ne peuvent être universels, solides et durables sans une dotation adéquate en ressources et l'utilisation d'outils de politique publique, comme la budgétisation tenant compte des questions de genre, qui favorise la justice budgétaire grâce à une distribution équitable des ressources. Et pourtant, le déficit de financement pour atteindre la protection sociale universelle dans les pays à revenu faible et intermédiaire est estimé à 1 200 milliards de dollars¹⁰.

- **Solutions de financement et partenariats innovants.** Les cadres de financement nationaux intégrés permettent aux pays d'harmoniser les politiques et les flux de financement publics et privés avec leurs priorités nationales de développement. Ils viennent renforcer la cohérence, la transparence et la coordination au sein des gouvernements et avec les parties prenantes nationales et les partenaires du développement. Les cadres de financement nationaux intégrés aident à mieux utiliser les ressources financières publiques, à optimiser leur mobilisation et à explorer diverses solutions innovantes ou de financement mixte. Les obligations souveraines thématiques ou liées aux ODD, ainsi que les conversions de dettes pour le financement des ODD, de programmes de protection de la nature ou de l'action climatique font partie des mécanismes qui peuvent soutenir la mobilisation de capital privé en faveur du développement durable. Ils peuvent en outre faire passer les paiements au titre du service de la dette sur les ODD dans certains domaines et secteurs. Les cadres innovants de financement régionaux et continentaux ouvrent par ailleurs la voie au déploiement à grande échelle d'instruments de financement mixte et d'initiatives de commerce intrarégional entre les pays qui souhaitent suivre des approches similaires au sein d'une même région ou d'un même continent. Il s'agit donc d'obtenir un plus fort impact au-delà des frontières nationales. À ces fins, il convient de renforcer les liens entre ces solutions, les priorités nationales et les finances publiques. Les résultats en matière de développement doivent retenir une attention plus importante, tandis que de larges et solides partenariats doivent être mis en place avec les pouvoirs publics, ainsi que des acteurs des secteurs privé et public, notamment des investisseurs institutionnels, des institutions philanthropiques, des institutions financières internationales (IFI), des institutions de financement du développement, ainsi que des organes régionaux et continentaux.
- **Renforcement de toutes les formes de coopération internationale pour le développement.** Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale du développement doit coopérer pour financer les secteurs socioéconomiques clés. Les pourvoyeurs d'APD doivent respecter leurs engagements et augmenter le soutien qu'ils apportent aux solutions de financements flexibles, prévisibles et pluriannuels, en particulier les ressources ordinaires. L'APD doit être démultipliée, au même titre que toutes les autres formes de coopération pour le développement. On constate aussi un besoin d'adaptation et de soutien accru pour les pays surendettés, l'objectif ultime étant de réduire l'encours de leur dette et de fournir un allègement à long terme. La réduction des coûts de transaction, le renforcement des complémentarités et l'amélioration de la coordination entre les partenaires bilatéraux et multilatéraux sont autant d'éléments à prendre en compte en priorité aux fins d'une aide plus efficace. Cela permettra d'aider les pays en développement à mieux tirer parti de l'APD lorsqu'ils conçoivent et mettent en œuvre leurs propres priorités nationales.

L'endettement demeure un problème majeur dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ce qui réduit l'espace budgétaire nécessaire aux investissements en faveur des ODD et de l'action climatique. Au total, 52 pays en développement – qui à eux tous accueillent la moitié de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté – souffrent de problèmes graves liés à la dette et de coûts d'emprunt élevés¹¹. De plus,

⁹ OIT et UNICEF, *Plus d'un milliard de raisons : Le besoin urgent de mettre en place une protection sociale universelle pour les enfants*. Résumé du deuxième rapport conjoint OIT-UNICEF sur la protection sociale des enfants. Genève et New York, 2023.

¹⁰ OIT, Communiqué de presse : « Le Secrétaire général des Nations Unies appelle à une action accélérée en matière d'emploi et de protection sociale ». New York, 28 septembre 2021.

¹¹ Organisation des Nations Unies, *Financing for Sustainable Development Report 2023: Financing Sustainable Transformations*. New York, 2023.



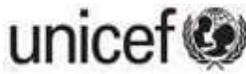
un nombre croissant de pays en développement consacrent une part non négligeable de leurs recettes publiques au remboursement de la dette, ce qui affecte les secteurs sociaux¹².

Le système des Nations Unies doit intensifier ses activités de plaidoyer et de collaboration avec les IFI et les pays créanciers pour promouvoir une nouvelle architecture internationale de restructuration de la dette. Cette nouvelle architecture doit prévoir un support concessionnel accru pour les pays à revenu faible et intermédiaire fortement endettés ; une plus grande transparence concernant l'inclusion de la dette aux processus budgétaires nationaux ; et une action coordonnée par les créanciers pour garantir des progrès vers la réalisation des ODD.

- **Financements intégrés en faveur de l'inclusion et de l'action climatique.** Si l'on souhaite opérer une transition juste vers des économies résilientes et pauvres en carbone, il est essentiel d'aligner et d'intégrer les financements pour la réduction de la pauvreté, l'inclusion et l'action climatique. Réduire à zéro les émissions à l'échelle mondiale, conformément à l'objectif à long terme de l'Accord de Paris sur les températures¹³, exige des transformations dans tous les pays, dont les vulnérabilités, les facultés et les circonstances économiques varient pourtant. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes implique des coûts humains et économiques largement plus élevés dans les pays vulnérables, notamment les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement ou les pays dont l'économie repose sur l'agriculture. Les changements climatiques augmentent les besoins en services essentiels, tout en fragilisant, dans un cercle vicieux, la résilience et les capacités d'adaptation. Les populations pauvres et les plus vulnérables sont affectées de manière disproportionnée. Par conséquent, les inégalités augmentent. Alors que les pays cherchent à faire face à la crise climatique, il est crucial de garantir une certaine cohérence entre les mesures de réduction des émissions, d'adaptation, d'inclusion et de justice sociale. Il nous faut prendre conscience des avantages de la transformation verte, y compris la création d'emplois. Comprendre les dynamiques spécifiques entre les politiques de réduction de la pauvreté, d'équité et de résilience face aux changements climatiques est essentiel. Les politiques de budgétisation des ODD, les taxonomies et les normes constituent plusieurs des outils qui s'offrent à nous pour aider à créer un environnement favorable et à aligner les finances publiques et privées en faveur de la transition vers des économies sobres en carbone, à l'appui de résultats équitables et inclusifs. Les pouvoirs publics, le secteur privé et les partenaires internationaux du développement doivent budgétiser et financer des mesures d'adaptation dans tous les secteurs clés : éducation, santé, nutrition et protection sociale. Les coûts sociaux, économiques, environnementaux et politiques de l'inaction seraient bien plus élevés. La coopération internationale doit être renforcée, les décisions stratégiques doivent se concrétiser et les financements se multiplier, conformément aux engagements internationaux consistant à protéger les nations les plus pauvres des retombées des politiques mises en œuvre par les pays développés et de l'imminente crise de la dette, mais également afin de contribuer à augmenter les investissements à long terme en faveur des ODD et de l'adaptation aux changements climatiques.
- **Obtention de ressources pour le développement dans les contextes fragiles et de crise.** De plus en plus de pays basculent dans la fragilité et le conflit, en raison de facteurs tels que la pauvreté et les inégalités persistantes, les conflits armés, la violence liée au genre, l'urgence climatique, l'inflation croissante et le surendettement. Nous connaissons une ère de crises concomitantes, et la communauté internationale doit

¹² UNICEF, « COVID-19 and the Looming Debt Crisis ». *Série de notes de recherche Innocenti, Brief 2021-01, Protecting and Transforming Social Spending for Inclusive Recoveries*. Florence, 2021 ; et International Development Committee (Royaume-Uni), « Debt relief in low-income countries », 10 mars 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://publications.parliament.uk/pa/cm5803/cmselect/cmintdev/146/report.html> (page consultée le 10 mai 2023).

¹³ Nations Unies, « Action Climat – L'Accord de Paris ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/fr/climatechange/paris-agreement> (page consultée le 10 mai 2023).



reconnaître qu'elles sont de plus en plus longues, récurrentes et complexes, et qu'elles exigent des solutions de développement et de financement intégrées et pluriannuelles. Il est également important de garantir que ces solutions de financement prennent en compte les droits des groupes les plus vulnérables, comme les femmes et les enfants, en particulier leurs droits à la santé sexuelle et reproductive, à l'éducation, à la protection sociale, à la santé et à d'autres services.

Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies (ONU) peut adopter des approches qui renforcent le lien entre action humanitaire, développement et paix, notamment en conjuguant les financements affectés à ces trois piliers. Le système des Nations Unies est crucial pour rassembler les acteurs de ces trois domaines en vue de garantir un soutien coordonné et cohérent au niveau des pays, lors des crises et après leur règlement. Ce soutien est favorisé par l'implication de l'ONU dans les processus mondiaux pertinents, comme le Comité permanent interorganisations pour la coordination humanitaire et le dialogue avec le Comité d'aide au développement. De plus, l'ONU peut mettre en œuvre des efforts de financement durable sensible aux crises ou renforcer les mesures existantes. Le système des Nations Unies peut continuer à adapter l'offre existante de services de finance durable, en veillant à ce que ces services soient flexibles, tiennent compte des crises et des contextes fragiles, puissent être déployés dans de tels contextes et répondent aux défis transversaux que sont les changements climatiques, les inégalités entre les genres et les déplacements forcés. Il s'agit notamment d'étudier des options de financement qui ne se limitent pas à l'APD : financement innovant, amélioration des mécanismes inclusifs de coordination et production de données probantes sur les retombées des financements. Enfin, l'ONU peut renforcer les capacités des gouvernements à construire des systèmes et processus nationaux résilients. Le système des Nations Unies peut poursuivre le renforcement des capacités institutionnelles nationales afin d'accéder à des sources de financement de plus en plus diverses, à les gérer de manière effective et à nouer de nouveaux partenariats. Ceci est impératif si nous souhaitons garantir la solidité et la pérennité d'institutions nationales capables de s'affranchir du soutien des Nations Unies, en particulier au vu des besoins grandissants et du déclin des ressources.

3. Point d'avancement sur les solutions communes innovantes

- **Accélérateur mondial du Secrétaire général de l'ONU** : En réponse aux défis susmentionnés, le groupe de travail sur le financement du Partenariat mondial pour une protection sociale universelle en vue d'atteindre les objectifs de développement durable a convenu de principes clés pour orienter le financement national et international de la protection sociale :
 - Le financement de la protection sociale doit suivre une approche fondée sur les droits et s'appuyer sur les normes internationales en matière de sécurité sociale ;
 - L'État est le principal acteur du financement et de la mise en œuvre de la protection sociale ; et
 - Les ressources internationales doivent appuyer le développement de systèmes de protection sociale dans les pays disposant de peu de marge de manœuvre budgétaire.

Concrétiser promptement ces principes est une tâche extrêmement ardue. C'est pourquoi le Secrétaire général des Nations Unies a créé, dans le cadre du Programme commun, l'Accélérateur mondial de l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes. Cette initiative multipartite lancée en septembre 2021 vise à appuyer la création de 400 millions d'emplois décents, à permettre à 4 milliards de personnes actuellement exclues de la protection sociale d'en bénéficier, et à faciliter des transitions justes pour tous. L'Accélérateur mondial est aussi destiné à améliorer l'efficacité et la coordination de la coopération multilatérale, point indispensable pour faire face aux crises actuelles et futures.

- **Cadres de financement nationaux intégrés (INFF)** : Les cadres de financement nationaux intégrés fournissent un cadre pour le financement des priorités nationales en matière de développement durable



et des ODD à l'échelle des pays. Ils facilitent la collaboration étroite entre entités des Nations Unies et avec diverses parties prenantes, dont les gouvernements nationaux et les IFI. En outre, la Facilité INFF a été lancée en 2022 afin de développer des partenariats pour 1) fournir une assistance technique et un renforcement des capacités aux pays qui ont recours aux cadres de financement nationaux intégrés ; et 2) proposer une plateforme de partage et d'apprentissage commun à ces pays. Environ 86 pays utilisent des cadres de financement nationaux intégrés pour établir une architecture de financement plus cohérente et durable au niveau national, mais aussi pour formuler des stratégies de financement qui intègrent le financement des ODD. Au total, 250 réformes sont en cours et plusieurs systèmes sont renforcés pour améliorer la collaboration. Il s'agit là d'un point d'ancrage clair de la mise en œuvre du plan de relance des ODD du Secrétaire général dans les pays. Les cadres de financement nationaux intégrés contribuent à déterminer les domaines et possibilités d'amélioration de l'environnement des politiques de financement publiques et privées, ainsi qu'à soutenir les politiques et mécanismes innovants de financement des ODD (obligations thématiques, solutions mixtes, etc.). On observe de plus en plus de demandes d'assistance technique à travers la Facilité INFF, notamment concernant les obligations thématiques souveraines, qui connaissent un certain essor depuis quelques années, mais ne représentent toujours qu'une petite partie des émissions de dette souveraine¹⁴.

- **Transition énergétique juste** : Le système des Nations Unies collabore avec des gouvernements et d'autres partenaires pour soutenir la mise en œuvre des ODD et des objectifs de l'Accord de Paris. Ensemble, ils veillent à garantir que les financements disponibles sont proportionnels aux nombreux investissements requis pour transformer les économies, en tenant compte du principe d'équité et de celui consistant à *ne laisser personne de côté*. Grâce au soutien du système des Nations Unies, 120 pays en développement ont établi des cibles plus ambitieuses dans leurs contributions déterminées au niveau national, renforçant les aspects relatifs à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces derniers. Les gouvernements doivent financer, mettre en œuvre et suivre leurs contributions déterminées au niveau national d'une manière totalement favorable aux ODD, à l'inclusion et à la résilience à plus long terme. De leur côté, le système des Nations Unies, les banques de développement et les IFI soutiennent les efforts entrepris en faveur d'approches plus cohérentes et globales en matière de financement et de politiques publiques. Ces efforts comprennent notamment l'assistance technique et le soutien aux réformes fiscales, budgétaires et de gestion des finances publiques qui intègrent des analyses de risques, ainsi que l'estimation des coûts de pour progresser vers les ODD et faire avancer la cause de l'inclusion et du climat, toujours en faveur des transitions justes. Certaines de ces entités sont aussi impliquées dans la gestion des infrastructures et des projets de passation de marchés visant à accélérer la transition énergétique. Sur les marchés de capitaux, l'énergie, les infrastructures et les transports représentent collectivement plus de 80 % du volume du marché des valeurs mobilières à revenu fixe. Le climat demeure une préoccupation centrale des investisseurs des marchés boursiers, comme le montre la prolifération des fonds indiciels et des fonds indiciels cotés suivant les nouveaux critères de référence de la transition climatique, qui s'alignent sur l'Accord de Paris. Les cadres d'action publique sur le financement de la transition et les autres outils de politique publique qui conjuguent la prise de décisions financières et plusieurs objectifs sociaux clés, tels que la protection sociale, jouent un rôle crucial dans l'intégration de la finance inclusive et de l'action climatique. Le système des Nations Unies peut augmenter la collaboration au sein des pays aux fins de l'évaluation et de l'atténuation des répercussions socioéconomiques négatives de la transition énergétique.

¹⁴ Aucun pays à revenu faible n'a accédé au marché des obligations thématiques, et seulement six de ceux de la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire se sont engagés sur ce marché. Le système des Nations Unies fournit des conseils à plus de 40 gouvernements – un chiffre qui devrait prochainement augmenter – concernant les titres de dette tels que les obligations ODD, les obligations « vertes » et « bleues », ainsi que les obligations sociales et visant à soutenir l'égalité des genres. Ces gouvernements bénéficient également d'une assistance pour convertir leur dette au profit de programmes de protection de la nature ou de l'action climatique, en transformant les paiements de remboursement de la dette en investissements en faveur du développement durable.



Il peut par exemple définir quelles activités et quels investissements entreprendre au cours de la transition, communiquer des informations sur ces activités et investissements, ou encore mettre au point des instruments financiers liés à la transition.

- **Mesures prévisionnelles et liens entre le financement des activités humanitaires et de développement :** Afin que le système humanitaire passe d'une approche réactive, toujours plus coûteuse, à une gestion plus anticipatrice des risques climatiques, les Nations Unies, en collaboration avec les partenaires du développement, ont mis à l'essai plusieurs mesures prévisionnelles concernant différents aléas climatiques à travers divers contextes nationaux. En retour, cette collaboration a mené à la mise au point de cadres opérationnels de mesures préventives qui déterminent le rôle de différents partenaires, quels systèmes d'alerte précoce utiliser, comment atteindre les populations touchées et quelles sont les priorités en matière d'évaluation et d'apprentissage. Des protocoles ont été établis pour débloquer des fonds prépositionnés de manière prévisible et rapide, dès la survenue d'une condition prédéterminée. S'appuyant sur les alignements stratégiques ainsi que sur une combinaison de financements en faveur du développement, de l'action climatique et de l'action humanitaire, les investissements précoces en faveur de programmes prévisionnels par le système des Nations Unies et la société civile ont permis à toute une gamme de partenaires d'ajuster rapidement leurs programmes de réponse aux catastrophes dans le cadre d'une approche préventive.
